

futuribles

I N T E R N A T I O N A L

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

Compte rendu de l'intervention de Sébastien Abis : « Menaces sur la sécurité alimentaire en Afrique du Nord »

**Réunion trimestrielle des membres partenaires
31 mars 2011**

Sébastien Abis est administrateur et analyste politique au Secrétariat Général du CIHEAM, organisation intergouvernementale réunissant 13 pays du Bassin méditerranéen, et qui oeuvre au développement de la coopération, de la recherche et de la formation sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (www.ciheam.org). Il est par ailleurs analyste politique associé à l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (iReMMO), nouveau think tank créé à Paris début 2011.

Ce compte rendu a été relu par l'intervenant.

Les crises qui secouent l'Afrique du Nord depuis plusieurs mois ne sont pas uniquement politiques : elles sont aussi en partie liées à des problèmes alimentaires. En effet, cette région, constituée du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye et de l'Égypte est particulièrement exposée aux risques alimentaires.

Or, la hausse des prix alimentaires observée en 2008 doit être considérée comme la première manifestation d'une tendance de long terme. Ainsi, en février 2011, l'indice des prix agricoles a atteint son plus haut niveau depuis sa création. Le déséquilibre alimentaire mondial est durable car il correspond à une hausse structurelle de la demande, sous l'effet de la croissance démographique des pays en développement et de la diversification de leurs consommations, alors que la production mondiale a tendance à stagner. Les crises alimentaires sont devant nous.

Les pays d'Afrique du Nord font déjà face à d'importantes difficultés d'approvisionnement alimentaire. Ils ont en effet connu un boom démographique depuis 30 ans : leur population est passée de 90 millions d'habitants en 1970 à 170 millions aujourd'hui. Leur urbanisation a aussi été plus rapide et plus importante que dans le reste du monde : dès les années 1970, leur population est devenue majoritairement urbaine, alors qu'à l'échelle mondiale, ce cap n'a été franchi qu'en 2007. Ce phénomène ne s'est cependant pas accompagné d'un exode rural : au contraire, les campagnes ont elles aussi continué leur croissance démographique, et n'ont jamais été aussi peuplées : elles comptent aujourd'hui 70 millions d'habitants, contre 50 millions en 1980, et pourraient en compte 85 millions en 2025.

L'agriculture constitue toujours une dimension économique et sociale importante en Afrique du Nord. Officiellement, elle emploie un quart des actifs (30 % en Égypte), sachant que le travail informel y est important. Ainsi, au Maroc, il est estimé qu'une femme sur deux qui travaille est dans l'agriculture. On pourrait ajouter la part non négligeable des emplois dans le secteur de la pêche également.

Cependant, le secteur agricole en Afrique du Nord doit faire face à de nombreux défis, notamment le manque d'eau, de terres, l'aridité, la sécheresse... Ces défis historiques s'amplifient avec le temps, cette région étant la plus vulnérable au réchauffement climatique. Dans ce contexte de plus en plus contraignant, les possibilités d'amélioration des performances agricoles sont limitées. Les pays d'Afrique du Nord s'intéressent donc de plus en plus au potentiel des biotechnologies, notamment des OGM (organismes génétiquement modifiés) pour augmenter leurs rendements et adapter leurs cultures aux contraintes locales.

En Afrique du Nord, les ressources en eau douce sont limitées, et utilisées à 80 % par l'agriculture. Or, le développement économique se traduit par de nouveaux besoins en eau de l'industrie, mais aussi des ménages et du tourisme. Améliorer la gestion de l'eau constitue donc un enjeu majeur pour l'avenir.

Parallèlement, la désertification et l'urbanisation s'accroissent, et réduisent toujours plus la superficie des terres cultivables. Actuellement, il est estimé que 90 % des terres cultivables de la région sont déjà utilisées.

Par ailleurs, l'agriculture est une activité mal considérée par l'opinion publique, qui attire de moins en moins de jeunes, au point qu'une crise de la vocation agricole est à craindre.

Les pays d'Afrique du Nord se caractérisent aussi par une dualité de leurs secteurs agricoles, constitués pour une part par une minorité de grandes fermes capitalistes, bien armées pour faire face à la libéralisation des marchés et, d'autre part, par une majorité de petites fermes au contraire très vulnérables à l'ouverture internationale.

Le Maroc a choisi d'afficher cette existence d'une agriculture à deux vitesses : dans son « plan vert pour une politique agricole », le gouvernement a défini deux piliers. Le premier vise une agriculture compétitive, exportatrice à l'international ; alors que le deuxième valorise une agriculture familiale, des produits du terroir et de niche... Ce modèle s'apparente à celui du Brésil, mais le Maroc ne possède pas les mêmes atouts, et devra réfléchir aux impacts d'une telle dualité sur son économie et ses politiques territoriales et sociales.

Conséquence de tous ces défis, les pays d'Afrique du Nord ont de plus en plus de mal à assurer leur approvisionnement alimentaire, et leur déficit n'a cessé de croître depuis les années 1970. Aujourd'hui, la moitié des importations alimentaires de ces pays provient de pays non européens, notamment les États-Unis, des pays de la Mer Noire, le Canada, l'Argentine et le Brésil. Depuis 2000, le Brésil a multiplié par six ses ventes de produits alimentaires à l'Afrique du Nord.

Cette dépendance croissante aux exportations implique que les pays d'Afrique du Nord sont très vulnérables aux augmentations des prix alimentaires mondiaux, notamment ceux des céréales.

Les cinq pays d'Afrique du Nord ne représentent en effet que 2 % de la population mondiale, mais 6 % de la consommation de céréales et 20 % des importations mondiales. Alors que la consommation mondiale de céréales a augmenté de 10 % entre 2004 et 2009, elle a crû de 24% dans ces pays.

Historiquement, les hausses des prix des céréales se sont d'ailleurs souvent traduites par des révoltes ou des crises politiques, comme en Égypte en 1977 ou en Tunisie en 1984.

L'Afrique du Nord cherche depuis plusieurs années à sécuriser ses approvisionnements en nouant des partenariats avec des pays producteurs, voire en acquérant des terres à l'étranger.

Ainsi, l'Égypte négocie avec le Soudan pour y produire sur ses terres et utiliser son eau. L'Égypte devra en outre faire face aux conséquences du nouvel accord sur le partage des eaux du Nil, dont les renégociations en cours lui seront a priori très défavorables. Par ailleurs, les pays d'Afrique du Nord disposent de mécanismes de subventions alimentaires (tickets, bourses, caisses de compensation) pour assurer l'approvisionnement des populations et maintenir la paix sociale, notamment dans les villes. Mais ces systèmes sont de plus en plus coûteux : en Égypte, les subventions publiques pour l'achat de pain représentaient 1 % du PIB en 2000, soit un milliard de dollars US ; en 2010, elles ont atteint 2 % du PIB, et un montant total de quatre milliards de dollars US.

La moitié de la population égyptienne vit avec moins de deux dollars US par jour, l'alimentation représente donc entre 30 % et 50 % du budget des ménages.

Dans ce contexte, la hausse des prix alimentaires en cours depuis 2010 a constitué la « goutte d'eau » pour les populations d'Afrique du Nord. S'il n'y a pas eu d'émeutes de la faim comme celles de 2008, la question alimentaire a cependant été présente dans les revendications et constitue l'un des facteurs explicatifs des crises globales de ces pays.

Le Maroc a décidé de doubler ses subventions alimentaires en 2011 : elles pourraient donc représenter 4% de son PIB, soit trois milliards de dollars US. Un chiffre aussi pour illustrer toutes les difficultés actuelles : au cours du premier trimestre de 2011, le déficit de la balance commerciale alimentaire de la Tunisie s'est élevé à 125 millions € environ, contre 28 millions à peu près au cours du premier trimestre 2010.

La situation pourrait être difficile en 2011, compte tenu du contexte économique morose, de la baisse du tourisme liée à la crise, et des mauvaises récoltes anticipées en Tunisie. Les pays d'Afrique du Nord doivent aussi gérer les écarts croissants de développement socioéconomique entre un monde urbain littoral moderne, mondialisé, et des zones rurales marginalisées et pauvres. Les frustrations de ces populations sont au cœur des révoltes en cours. Ce problème explique l'intérêt porté par la Chine à cette région, car elle craint de vivre le même problème sur son territoire.

Conclusion

Le monde n'a jamais produit autant de nourriture, pourtant il n'y a jamais eu autant de personnes souffrant de la faim sur la planète. Le problème ne semble donc pas de savoir si l'on peut nourrir toute la population, mais de savoir quels efforts nous sommes prêts à faire pour y arriver, et pour nourrir des populations pauvres, non « solvables » économiquement.

La crise alimentaire et politique actuelle en Afrique du Nord amène aussi à repenser les relations entre cette région et l'Union européenne. En effet, les projets de coopération entre ces deux régions (projet Euroméditerranée, Union pour la Méditerranée...) n'ont jusqu'à présent pas vu le jour. Ils ont dans tous les cas négligé certaines questions majeures pour la Méditerranée, dont l'agriculture, le tourisme, la santé... Le scénario tendanciel laisse aujourd'hui penser que l'Europe pourrait être de plus en plus frileuse dans ses relations avec l'Afrique du Nord, et que cette dernière pourrait poursuivre son ouverture vers le monde, notamment vers la Chine et l'Inde.

Compte rendu établi par Cécile Désaunay, le 1^{er} avril 2011